Saccage à l'UCAD : Le ministre fait l'inventaire des dégâts

A quand la reprise des cours en présentiel à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) ? A l'Assemblée nationale, les députés se sont interrogés sur cette possibilité réclamée aussi par les enseignants du supérieur et les étudiants, qui ont repoussé les cours en ligne décidés par le Conseil académique de l'Ucad. Face aux députés, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche a fait l'inventaire des dégâts du 1er juin : 46 véhicules administratifs et particuliers ont été incendiés ou saccagés de façon à ne plus être utilisés.

Au niveau du campus pédagogique, les dégâts se présentent comme suit : 8 portes en aluminium cassées, une dizaine de portes endommagées, 20 mille archives détruites, une dizaine de caméras de vidéosurveillance endommagées, ainsi que plusieurs bureaux et du matériel saccagés. Au Cesti, il note que plus de 250 chaises ont été détruites, plus de 250 tables réduites en cendres, la salle de conférence complètement caillassée et d'autres salles attaquées dont la salle baptisée Aby Camara.

A la Faculté des sciences juridiques et politiques, rappelle Moussa Baldé, le chapiteau de 2000 places a été incendié, les tableaux d'affichage totalement calcinés et les vitres brisées. A la Faseg, enchaîne-t-il, des écrans de projection ont été complètement détruits, la devanture ainsi que des fenêtres caillassées, le box d'entrée endommagé, les vidéos-projecteurs détruits et le parking endommagé.

(…) Selon le ministre des Finances, le coût des saccages va s'élever à 10 milliards de F Cfa, prévus «sur ressources internes pour engager la reconstruction des infrastructures détruites lors des évènements de juin 2023».

https://lequotidien.sn/saccage-de-lucad-10-milliards-pour-reparer-les-degats/

Ucad : Moussa Baldé écarte toute idée d'année blanche

Fermée depuis les évènements de juin 2023, l'Univer¬sité Cheikh Anta Diop (Ucad) n'a toujours pas ouvert ses portes. Face au spectre d'une année blanche qui plane de plus en plus sur cette université, le ministre de l'Ensei¬gne¬ment supérieur, de la recherche et de l'innovation, qui remettait ce week-end leurs parchemins aux diplômés en Licence et Master des promotions 3, 4, 5, 6 et 7, de l'Espace numérique ouvert (Eno) de Mbour -qui sont au total 804 étudiants-, a déclaré qu'une année blanche à l'Ucad n'est pas encore envisageable.

Selon Moussa Baldé, l'espoir est permis suite à la rencontre qu'il a eue avec le Syndicat autonome des enseignants du supérieur (Saes). «Nous avons le même objectif, c'est que l'université soit la plus performante possible et nous travaillons à cela. Le Conseil académique de l'université, qui s'est réuni récemment, avait décidé de poursuivre l'année à distance après les événements du 1er juin 2023. Ensuite, on verra comment reprendre la nouvelle année», a voulu rassurer le ministre Baldé.

Auparavant, Moussa Baldé a inauguré l'Espace numérique (Eno) de Mbour. Cette infrastructure va permettre à l'université de mieux former les étudiants du département de Mbour.

Ministère formation professionnelle : Ambitions et défis pour 2024

Le ministre de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion a défendu aujourd'hui le projet de budget de son département devant l'Assemblée nationale. Mariama Sarr qui a fait le point sur les réalisations de son ministère a décliné par la même occasion les perspectives.

En effet, « pour le renforcement de la qualité de la formation, le ministère appuie les centres de formation professionnelle dans toutes les régions. L'idée est de leur permettre d'élargir leurs offres de formation dans les métiers d'avenir ». D'ailleurs Mariama Sarr précise que tous les 46 départements disposent de centre.

Interpellée sur l'indisponibilité du foncier dans certaines localités choisies pour abriter ces centres, Mariama Sarr précise que son département a déjà recensé huit (8) autorisations de construire et d'autres sont dans le circuit au ministère de l'Urbanisme.

Elle a également informé que beaucoup de centres déjà construits et équipés tardent à démarrer leur programme en raison de difficultés d'accès à l'électricité. Elle a rappelé actuellement que son département a engagé des démarches avec l'entreprise sélectionnée et les travaux sont en cours.

Le ministre souligne en outre que « beaucoup de jeunes ont été formés dans la conduite d'engins à l'occasion de la rénovation de la route de Sénoba.

https://www.seneweb.com/news/Video/formation-professionnelle-mariama-sarr-d_n_426421.html

Près de 1000 milliards pour l'Éducation : L'Argent ne fait pas le bonheur

C'est presque une rengaine : les discussions générales portent sur les questions relatives à la gestion des daaras, la résorption des abris provisoires, la formation des enseignants, le déficit d'enseignants et leur mobilité, la situation des décisionnaires, l'alimentation scolaire, entre autres. Par rapport à la formation des enseignants, les députés ont insisté sur le renforcement de capacités de manière régulière pour ces derniers. Ils n'ont pas manqué de plaider pour une prise en compte des zones les plus reculées en vue de l'implantation de cantines scolaires.

Prenant la parole à son tour, le ministre de l'Education nationale a donné des éléments de réponse aux différentes interpellations. Selon lui, «les daaras sont bien pris en compte dans le budget 2024 à travers le programme 5 «Education de base des jeunes et des adultes»».

Cheikh Oumar Anne a indiqué que 6 milliards de francs Cfa seront alloués aux daaras dont 1 milliard pour l'acquisition de denrées alimentaires. (…) Le budget du ministère de l'Education nationale est passé de 778 milliards 459 millions 450 mille 268 F Cfa en 2023 à 909 milliards 323 millions 430 mille 797 F Cfa pour l'année 2024. Soit une hausse de 130 milliards 773 millions 989 mille 529 F Cfa en valeur absolue et 16, 80% en valeur relative.

https://lequotidien.sn/budget-pres-de-1000-milliards-pour-leducation-largent-ne-fait-pas-le-bonheur/

REVUE DE PRESSE

ACTU : EDUCATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Actualité internationale

Guinée : Réflexions sur le système d'enseignement supérieur africain

Le questionnement du système d'enseignement supérieur africain et la proposition d'un modèle est le centre d'une conférence débat de la deuxième édition du MANSSAH. Cette cérémonie qui s'est tenue ce lundi 20 novembre à l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry a réuni les responsables de la structure, des étudiants et le chef de cabinet de l'enseignement supérieur.

Avec pour thème: « Un nouveau modèle d'éducation scolaire et universitaire », ce cadre d'échange sur les thématiques comme le ressources naturelles, les sciences et la technologie a permis de comprendre les enjeux liés à un modèle de formation « qui ressemble à l'Afrique ». Une façon de réveiller la conscience de la jeunesse africaine à travers l'enseignement supérieur et scolaire.

« Dans mon pays le Cameroun, on venait en masse pour vivre à Conakry « la Révolution ». Ça c'est l'histoire d'Africains qui ont décidé de dire Non, Non au système ! Non à un modèle qui ne marche pas ! Non à un modèle qui nous a vidé ! Non à un l'asservissement.

Voilà, grâce aux médias, notamment au digital qui permet aujourd'hui de s'exprimer de N'Zérékoré, de Labé, De Douala… à la planète entière, les Africains apprennent de plus en plus faire entendre leurs voix. C'est urgent. Nous avons décidé de prendre la parole, plus besoin de milliards de dollar pour passer à in média pour s'exprimer (…) », a expliqué le président de MANSSAH, Alain Foka.

https://guineenews.org/2e-edition-du-manssah-reflexions-sur-le-systeme-denseignement-superieur-africain/

Une université soudanaise envisage de délocaliser son campus au Rwanda

L'université des sciences et technologies médicales (UMST) de Khartoum, au Soudan, envisage de se délocaliser au Rwanda. Selon le site d'information rwandais The New Times, des négociations sont en cours entre l'administration de l'université, le Conseil de l'enseignement supérieur du Rwanda (HEC) et d'autres parties prenantes.

« Le plan consiste à déplacer notre campus. Avec l'aide de représentants du gouvernement, nous négocions actuellement avec le HEC pour que notre campus soit déplacé », a confié la vice-présidente de l'UMST, Suzan Homeida au média rwandais.

Pour l'administration de l'UMST cette décision est motivée par des raisons sécuritaires. En effet, plusieurs universités ont été prises pour cible depuis le conflit débuté dans pays en avril dernier. Selon les chiffres officiels, jusqu'en septembre, 104 établissements d'enseignement supérieur ont été endommagés.

Depuis le début du conflit qui l'avait contraint à cesser ses activités, l'université soudanaise s'est beaucoup rapprochée du Rwanda. En août dernier, à la faveur d'un accord avec l'université du Rwanda, l'UMST a autorisé plus de 200 de ses étudiants à poursuivre leurs études dans l'université Rwandaise.

https://www.agenceecofin.com/formation/2311-113966-une-universite-soudanaise-envisage-de-delocaliser-son-campus-au-rwanda-pour-des-raisons-de-securite

Algérie : Innovation et expansion dans l'Enseignement supérieur

Dans un élan de modernisation et d'adaptation aux exigences du 21e siècle, l'Algérie a annoncé une série de mesures visant à renforcer son secteur de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique et améliorer ses services universitaires. Au cœur de cette transformation se trouve la création de six nouvelles écoles supérieures, chacune spécialisée dans un domaine clé de l'avenir technologique et scientifique.

Parmi elles, une école se démarque particulièrement, dédiée au domaine en pleine expansion du cybernétique, s'implantant à Sidi Abdellah. Promettant ainsi de devenir un centre d'excellence régional.

Le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ne s'arrête pas là. Outre l'école de cybernétique, d'autres établissements verront le jour, chacun portant la promesse d'une contribution significative à des secteurs spécifiques. Des énergies renouvelables à Bordj Bou Arreridj à l'agriculture pastorale intelligente à Tiaret. Ces initiatives reflètent une volonté de diversifier et de spécialiser l'offre éducative en Algérie.

Reconnaissant l'importance d'un environnement propice à l'éducation, le gouvernement algérien a également mis l'accent sur l'amélioration des services universitaires.

https://www.dzairdaily.com/algerie-innovation-expansion-enseignement-superieur-services-universitaires/

Le lycée professionnel, sujet d'une éternelle tension entre école et entreprise

A quoi sert le lycée professionnel ? Cette question d'apparence anodine est loin de faire consensus. Deux finalités lui sont assignées : l'insertion professionnelle et la poursuite d'études. Depuis près de vingt ans, les gouvernements qui se succèdent tentent de trouver la bonne formule pour l'enseignement professionnel, qui a permis que plus de 80 % d'une classe d'âge soit titulaire du baccalauréat et regroupe près d'un tiers des lycéens. Les réformes se sont empilées, essorant un corps enseignant ballotté entre les injonctions contradictoires.

Depuis 2022, Emmanuel Macron, lui-même, porte une réforme d'ampleur de la voie pro, majoritairement tournée vers l'emploi, détricotant peu ou prou celle conduite par le ministre de l'éducation nationale de son premier quinquennat, Jean-Michel Blanquer. L'objectif initial d'augmenter de 50 % le volume des stages se heurte à l'opposition unanime des syndicats d'enseignants de la filière.

La nouvelle organisation de l'année de terminale, présentée par la ministre déléguée Carole Grandjean mercredi 22 novembre, prévoit finalement une augmentation de huit à douze semaines uniquement pour les élèves qui se destinent à entrer sur le marché du travail. Une ligne rouge est néanmoins franchie pour une intersyndicale portée par les syndicats majoritaires Snetaa-FO et Snuep-FSU qui appellent à la grève le 12 décembre. Ils voient dans les aménagements apportés « une casse du lycée professionnel alors que les élèves ont besoin de plus et de mieux d'école ».

https://www.lemonde.fr/societe